



COMMISSION PERSPECTIVES SOCIETALES

Thème d'étude 2024-2025 Abstention, bulletins blancs, votes extrêmes, crise des institutions démocratiques : comment redonner confiance au citoyen ?

Les Francs-maçons de la fédération française du Droit Humain, selon la Constitution internationale du DROIT HUMAIN, sont porteurs d'une utopie voulant que « *tous les êtres humains parviennent, sur toute la terre, à bénéficier, d'une façon égale, de la justice sociale dans une humanité organisée en sociétés libres et fraternelles.* »

La crise des institutions démocratiques nous interpelle en tant que Franc-Maçon au regard de nos valeurs qui prônent l'engagement civique, la défense des libertés et le respect des principes républicains.

Principaux facteurs de défiance tels que perçus par les citoyens

La démocratie traverse une crise de confiance profonde*, alimentée par des promesses non tenues, un manque de considération et des discours politiques à courte vue. L'individualisme grandissant et les fractures sociales accentuent ce malaise. La démocratie représentative est vécue comme infantilisante, car elle délègue le pouvoir sans vraiment permettre de véritable participation citoyenne.

Nous avons pris en compte la perception des citoyens et celle des Frères et des Sœurs du Droit Humain ; il en découle les facteurs de défiance suivant :

Élite politique déconnectée des réalités du quotidien. Sentiment que certains politiques n'agissent que pour leurs intérêts personnels et non pour l'intérêt collectif. L'absence de destin « collectif » est remplacé par l'angoisse individuelle.

Priorité donnée à la communication électoraliste à court terme au détriment des réformes structurelles.

Consultations citoyennes non suivies d'effets : Gilets jaunes, Convention Climat, etc. La parole populaire au sens d'expression du peuple n'est plus entendue.

Système parlementaire où l'affrontement verbal et le spectacle priment sur la nécessité de travailler ensemble ; où la violence verbale désinhibée, notamment à l'Assemblée nationale, dégrade l'image de la République et fait apparaître nos parlementaires comme incapables de travailler ensemble.

La dissolution brutale de l'Assemblée en 2024, l'usage répété de l'article 49.3, et la multiplication des mesures d'exception ont accentué la perte de confiance. Les électeurs, se sentant dépossédés, s'abstiennent, votent blanc ou se tournent vers les extrêmes.

D'autres éléments aggravants

- **Complexité du système électoral,**
- **Absence de proportionnelle** renforçant les clivages politiques.
- **Sentiment d'inefficacité,** où toute alternance semble vaine.

La montée du populisme et l'instrumentalisation des crises au bénéfice de mesures autoritaires (économique, sociale, climatique) aggravent le risque d'effondrement démocratique **si on** ignore une grande partie des citoyens.



COMMISSION PERSPECTIVES SOCIETALES

Propositions pour Restaurer la Confiance

Transparence et Éthique

Faciliter l'accès aux décisions, aux budgets ainsi qu'aux critères de choix politiques.

Lutter fermement contre la corruption par des contrôles indépendants et des sanctions jusqu'à l'inéligibilité définitive. La médiatisation des malversations de certains peut donner à penser que cette pratique est généralisée.

Promouvoir l'éthique politique en valorisant les actions des élus, la modestie et le service public (reconnaissance des serviteurs du service public). Pour que chacun puisse croire en l'efficacité de la politique, cette dernière doit promouvoir la justice sociale et favoriser la lutte contre les inégalités. La solidarité, indéfectiblement corrélée à la fraternité, doit s'illustrer au quotidien.

Transparence systématique avec publication régulière de rapports sur l'utilisation des fonds publics. Mise à disposition des décisions administratives et explications claires des choix politiques

Redonner à la fonction politique sa place de mission par un vrai statut de l'élu :

- En limitant le cumul des mandats dans le temps et dans la fonction
- En mettant en place des formations en début de mandat qui permettent à tout citoyen de se sentir légitime et en capacité d'exercer un mandat.
- En mettant en place des formations en fin de mandat pour aider au développement ou à la reprise d'une carrière professionnelle enrichie de la mission politique
- En encadrant les cumuls d'indemnités, d'avantages fiscaux et matériels, et la persistance à vie d'avantages liés à des statuts ou des fonctions précédemment exercés.

Créer un **site officiel synthétisant clairement les rapports publics** (INSEE, Cour des Comptes, CESE...) pour mieux informer les citoyens.

Réforme du Système Électoral

Simplifier l'accès au vote (vote en ligne sécurisé, délai d'inscription réduit, bureaux ouverts plusieurs jours).

Protéger les électeurs contre toute forme d'intimidation ou d'emprise

Reconnaître le vote blanc : possibilité de convoquer de nouvelles élections si la majorité est blanche.

Renforcer la proportionnelle pour mieux représenter toutes les sensibilités.

Expérimenter le mode de scrutin dit « jugement majoritaire » pour évaluer les candidats de manière plus nuancée.

Rendre le vote obligatoire

Participation Citoyenne Efficace

Multiplier les consultations citoyennes réellement suivies d'effets. Proposer une formation « citoyenne »

Encourager les initiatives locales et globales (assemblées, projets participatifs).



COMMISSION PERSPECTIVES SOCIETALES

Simplifier les démarches administratives, redéployer les services publics en zones rurales et périurbaines. La proximité retrouvée permettrait de renouer un lien de confiance avec les citoyens et de favoriser la reconstruction du lien collectif

Donner leur juste place aux Jeunes

Les jeunes ne se désintéressent pas de la politique, ils choisissent d'autres modalités (signer une pétition, organiser un boycott...); ils ont besoin de projets à long terme pour pouvoir se projeter. Pour qu'ils soient partie prenante dans la société, il est nécessaire de

Renforcer les conseils de jeunes, les impliquer localement et à tous les niveaux.

Agir sur leurs priorités : emploi, climat, logement et en les définissant avec eux.

Réintroduire une éducation civique efficiente, dès l'école primaire jusqu'à la majorité afin de renforcer l'esprit critique. Mettre en place des projets communautaires ou sportifs. Les accompagner dans leur devenir de citoyens vigilants et actifs, responsables de leurs actes et de leurs paroles ;

Encadrer l'usage du numérique à l'école pour développer l'esprit critique et prévenir l'isolement algorithmique. Garantir un accès neutre à l'information et encourager un débat intellectuel structuré pour permettre à chacun de mieux comprendre les enjeux démocratiques.

Lutter contre la Polarisation

- **Développer la culture du travail collectif** : valoriser la discussion raisonnée plutôt que l'émotion.
- **Réduire les inégalités économiques et sociales** pour lutter contre leurs exploitations faites par les extrêmes.

Restaurer l'équité fiscale.

Conclusion

Il est possible que la méfiance envers les politiciens et les institutions en général ne soit pas uniquement le signe d'un rejet de la politique, mais celui d'une transition dans les manières de concevoir la citoyenneté et l'engagement démocratique. Si cette crise de confiance interroge la légitimité des systèmes politiques traditionnels, elle ouvre également des opportunités pour réinventer la démocratie et renforcer la participation citoyenne sous des formes nouvelles, plus horizontales et collaboratives.

Le défi est immense : réformer sans renier les principes fondateurs de la démocratie. Il est crucial que les élus adoptent une approche "projet" plutôt qu'électorale, et que les citoyens comprennent que la démocratie est fragile, c'est une conquête à renouveler sans cesse. Les citoyens doivent prendre conscience que les avancées sociales, acquises de haute lutte, peuvent un jour disparaître si la démocratie n'est pas défendue.

La démocratie risque de n'être qu'une façade si elle est confisquée par des intérêts économiques, technologiques ou médiatiques. Pour la revitaliser, il est indispensable de :

- **Soutenir de façon volontaire la participation citoyenne,**
- **Garantir l'indépendance des contre-pouvoirs,**
- **Réhabiliter la responsabilité individuelle et collective.**



COMMISSION PERSPECTIVES SOCIETALES

La démocratie vivra si chacun, élu ou simple citoyen, accepte de l'entretenir avec engagement, vigilance et espérance.

Lors de son discours devant le mur des fédérés, notre Grand Maître National nous interroge : « *Nous passons notre temps à vouloir réparer la République, alors que c'est la République elle-même qu'il nous faut établir. Non pas restaurer une forme érodée, mais refonder un projet.* »

***Textes de références :**

Sortir de la crise démocratique Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 du CESE

Avis du CESE de mars 2022 « Engagement et participation démocratique des jeunes »

Le baromètre de la confiance politique février 2024